

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

Société MICHELIN
ZI de la Fiolle – BP 42
71450 BLANZY

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 11-00372

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 03/2468/2-3 du 12 août 2003 autorisant l'établissement MICHELIN à exploiter une unité de production de pneumatiques sur la commune de Blanzay,

Considérant que l'article 12.4.2 de l'arrêté susvisé imposait la création d'un bassin de confinement et de rétention des eaux incendie et d'excédents d'orage de 4000 m³ pour fin 2008,

Considérant que ce bassin de confinement n'a pas été créé par l'exploitant sur le site de Blanzay,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas l'article 12.4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé,

Considérant que le non respect des prescriptions réglementaires peut entraîner des risques pour l'environnement, notamment pour le milieu récepteur des rejets,

Considérant que selon l'article L 514-1-I du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

VU le rapport d'inspection du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 6 janvier 2011,

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La société MICHELIN, dont le siège social est situé Zone Industrielle de la Fiolle - BP 42 à Blanzay, est mise en demeure de créer un bassin de confinement et de rétention des eaux d'incendie et d'excédents d'orage à l'est du site d'un volume de 4000 m³ selon les prescriptions définies à l'article 12.4.2 de l'arrêté préfectoral n°03/2468/2-3 du 12 août 2003 dans un délai de 6 mois à partir de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1^{er}, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification de la décision et d'un an pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture, Mme la sous-préfète d'Autun, M. le maire de Blanzay, M. le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à :

- M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL, 206 rue Lavoisier, 71000 Mâcon,

Mâcon, le - 2 FEV. 2011

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES